



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne – Franche-Comté*

*Unité Départementale de la Côte d'Or*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**N°203 du 3 avril 2019**

METTANT LA SOCIÉTÉ NOUVELLE MDB EN DEMEURE  
DE RECONSTITUER DES GARANTIES FINANCIÈRES DE REMISE EN ÉTAT  
DE LA CARRIÈRE SITUÉE À MAGNY-LES-VILLERS

----

**Société Nouvelle MDB**

----

Commune de Magny-lès-Villers

----

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ  
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VISAS ET CONSIDÉRANTS**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8; L.511-1, L.516-1, R.516-1 à R.516-5 et R.512-39-1 à R.512-39-3 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et notamment son article 12 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008 autorisant la société MDB France à exploiter une carrière située à Magny-lès-Villers pendant dix ans ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 10 août 2011 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située à Magny-lès-Villers à la société Nouvelle MDB ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2018 prolongeant l'autorisation d'exploiter la carrière située à Magny-lès-Villers jusqu'au 13 novembre 2019 et notamment ses articles 5 et 6 ;

**Vu** le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 6 mars 2019 ;

**Vu** l'acte de cautionnement solidaire, d'un montant de 18 252 €, envoyé en mai 2015 par la société COVEA caution ;

**Vu** le courrier du 6 mars 2019, réceptionné le 7 mars 2019, transmettant à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire avant décision, le projet de mise en demeure de reconstituer des garanties financières et proposant un délai de 15 jours pour formuler ses observations ;

**Vu** les messages électroniques des 11 et 22 mars 2019 par lesquels l'exploitant fait part de ses démarches en court pour reconstituer les garanties financières, et les difficultés rencontrées pour obtenir l'acte de cautionnement sollicité auprès de son établissement bancaire ;

**Considérant** que la société Nouvelle MDB a été autorisée à exploiter une carrière située à Magny-lès-Villers par arrêté préfectoral du 14 novembre 2008 pour une durée de dix ans ; que l'autorisation d'exploiter a été prolongée jusqu'au 13 novembre 2019 par l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2018 ; que l'acte de cautionnement solidaire constitué pour la remise en état de la carrière située à Magny-lès-Villers a expiré le 23 novembre 2015 et n'a pas été renouvelé après la prolongation de l'autorisation d'exploiter ;

**Considérant** que les garanties financières doivent être constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance ; que, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité de l'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation ;

**Considérant** toutefois que le préfet détermine la date à laquelle l'obligation de garanties financières peut être levée, lorsque le site a été remis en état ou lorsque l'activité a été arrêtée ; que la décision du préfet constatant qu'il n'y a plus lieu de maintenir les garanties financières est communiquée au garant ;

**Considérant** que l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2018 susvisé dispose que l'obligation de constituer des garanties financières peut être levée après la mise à l'arrêt de l'exploitation et après la remise en état définitive, conformément aux dispositions des articles R.516-5 et R.512-39-1 du code de l'environnement ; que la garantie ne peut être levée qu'après constat, par un inspecteur des installations classées, de la remise en état du site dans les conditions fixées par l'article R.512-39-3.III du code de l'environnement ; que lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, le préfet détermine la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières ; que la société Nouvelle MDB méconnaît les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2018 susvisé ;

**Considérant** que les garanties financières, dans le cas des carrières, sont destinées à assurer la remise en état du site après fermeture ; que l'acte de cautionnement solidaire a pris fin le 13 novembre 2015 et que les garanties de remise en état de la carrière située à Magny-lès-Villers et ne sont plus constituées ; que, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées et sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le montant des garanties financières de remise en état de la carrière fixé par l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2018 susvisé s'élève à 38 077 € ;

**Considérant** que les garanties financières de remise en état de la carrière ne sont plus constituées à ce jour ;

**Considérant** qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations en vertu du code de l'environnement, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai

qu'il détermine ; qu'il convient de mettre en demeure la société Nouvelle MDB de constituer des garanties financières de remise en état de la carrière située à Magny-lès-Villers ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Côte-d'Or

## ARRÊTÉ

**Article 1<sup>er</sup> :** La société Nouvelle MDB, RCS Dijon 518 142 286, dont le siège social est situé 1, rue des carrières à Magny-lès-Villers (21700), est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de constituer des garanties financières de remise en état de la carrière située à Magny-lès-Villers dans les conditions fixées par l'article R.516-2 du code de l'environnement et par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2018 susvisé.

**Article 2 :** Faute pour la société Nouvelle MDB de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à la société Nouvelle MDB.

Le Tribunal Administratif peut être saisi, dans le délai mentionné au premier alinéa, d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Nouvelle MDB par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au maire de Magny-lès-Villers,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité départementale de la Côte d'Or)

Fait à Dijon, le **- 3 AVR. 2019**

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT